

Des antagonismes du mouvement d'ensemble aux propositions pour en sortir

Le dossier, malgré son découpage en trois parties, révèle les interdépendances entre les diverses parties de l'argent de la société. Il convient d'y revenir, d'abord en considérant les phases intermédiaires successives de périodes moyennes, à l'intérieur de la longue phase de difficultés de la crise systémique en cours, où s'approfondit, s'exaspère mais aussi mûrit (en préparant des potentiels d'issues) l'antagonisme entre l'argent pour l'argent et le développement de tous les êtres humains, de toutes les populations.

I - L'AGGRAVATION DES ANTAGONISMES ENTRE L'ARGENT POUR L'ARGENT ET L'ARGENT POUR LES BESOINS DES POPULATIONS, DU DEBUT DE LA CRISE SYSTEMIQUE JUSQU'AUX ANNEES 1990

Les efforts de modernisation et de restructuration, suite à la crise de progression de la productivité du travail et du capital matériel, effectués sous domination des critères de rentabilité capitaliste, vont développer les gâchis de la croissance financière et du chômage massifs. Mais à son tour la croissance financière et le chômage massif relancent les difficultés de la rentabilité dans la production (du fait notamment du poids des charges financières et de l'insuffisance de la demande). Ainsi, vont se développer les cercles vicieux de la crise systémique. Les efforts de relèvement de la rentabilité dans la production et toutes les transformations monétaires ou financières non seulement ne vont pas permettre de sortir du chômage massif et de la croissance proprement financière, mais encore il vont périodiquement conduire à une aggravation nouvelle de ces maux et de ces gâchis sociaux.

On peut ainsi distinguer, à l'intérieur de la longue phase de difficultés de la crise systémique, différentes périodes successives de la modernisation contre l'emploi et les besoins des populations, sous domination de la rentabilité financière et de la croissance proprement financière, tendant à approfondir les antagonismes sociaux (1).

1. *Le tournant (1967-1974) vers la longue phase de difficultés*

Il est marqué par l'accélération de l'inflation. L'accélération de l'inflation exprime les difficultés durables nouvelles de la rentabilité dans la production et de la progression de la productivité capitaliste. D'où le prélèvement inflationniste accéléré de l'accumulation des capitaux à crédit, grâce à la création monétaire, toujours plus au-delà des limites des profits ou plus exactement de la rentabilité réelle et l'élévation des taux de profit des capitaux par la hausse généralisée des prix. Cela déclenche des insuffisances de demande très forte dans la mesure où les salaires ne suivent pas la hausse des prix et donc des freinages nouveaux de la croissance. Ainsi, dès 1968, se déclenche l'expansion de la croissance proprement financière en or, en devises puis en titres. C'est aussi le début du chômage massif.

2. *Le bras de fer inflationniste (1975-1982) entre la croissance des capitaux financiers et les résistances des populations ainsi que des institutions traditionnelles*

Les pressions grandissantes des capitalistes détenteurs de capitaux monétaires et financiers pour des rendements supérieurs de leurs capitaux, contre l'emploi et les dépenses sociales, vont finir par l'emporter, avec la relance du chômage massif et le freinage de la croissance en fin de période.

3. *Le déchaînement (1982-1993) des antagonismes entre inflation financière des capitaux et déflation salariale*

Ce sont les Etats-Unis qui prennent l'initiative des très forts relèvements des taux d'intérêts, favorisant à la fois l'attraction des capitaux chez eux, ainsi que le déchaînement de la croissance financière et du chômage. Mais en France, outre la pression des Etats-Unis, c'est aussi celle des capitalistes résidants à laquelle s'ouvre très vite et complètement le gouvernement socialiste, par de nombreuses mesures concernant la monnaie, la finance ou les salaires, de la fiscalité (favorisant les placements financiers) à la déréglementation et à la désindexation. Sous prétexte de désinflation compétitive, on a bien un recul du taux apparent global de l'inflation, mais correspondant aux deux maux conjugués de l'inflation financière et de la déflation salariale et sociale.

C'est si vrai que la période débouche au début des années 1990 sur une explosion nouvelle du chômage massif et de l'exclusion, ainsi que sur les énormes pertes bancaires (avec notamment, la spéculation immobilière) et tous les gâchis d'une croissance financière devenue colossale.

II - L'EXPLOSION DES ANTAGONISMES DES ANNEES 1990 ET LES ECHECS DES TENTATIVES D'EN SORTIR EN MAINTENANT LA DOMINATION DE LA RENTABILITE FINANCIERE

1. *Explosion des antagonismes*

Les stocks accumulés tout au long de la longue phase de difficultés, de titres monétaires et financiers sur les marchés, de nouveaux capitaux matériels et aussi immatériels (recherche-développement, logiciels, etc.), sont devenus énormes. Ainsi, les antagonismes explosent entre la croissance dominée par la rentabilité financière et les besoins nouveaux des populations avec les stocks accumulés de chômeurs, d'exclus, de population jeune à faible natalité, provoquant l'exigence

d'une nouvelle civilisation. Cela se traduit par les désordres des taux de changes, des taux d'intérêts, par les affrontements commerciaux et financiers de la guerre économique, par la persistance du chômage massif durable qui a poussé fortement au début des années 1990, malgré la reprise de la croissance réelle, malsaine et fragile.

2. Echec des tentatives d'en sortir

Des efforts de changements importants sont tentés face à cette situation. Mais ils échouent du fait de la domination de la rentabilité financière sur toutes les institutions. Ainsi les efforts d'abaissement des taux d'intérêt sont complètement contrecarrés par la montée des taux d'intérêts réels, notamment à long terme, tandis que de nouveaux cercles vicieux de l'opposition croissance financière/emploi surgissent.

Ainsi, aux Etats-Unis, une certaine progression de l'emploi fait craindre terriblement une remontée de l'inflation même si elle reste faible. En effet, du fait de la globalisation mondiale des marchés, de l'énormité du stock financier, et de la guerre économique commerciale, on craint que même une petite inflation différentielle entraîne des départs de capitaux et des pertes de marchés. Ainsi, on relève les taux d'intérêt dès que les taux d'emploi se relèvent un peu, pesant sur toute la croissance mondiale de l'emploi.

Ces relèvements des taux d'intérêt sont fondamentalement liés aux conditions de l'offre d'argent (limitation des dépôts de salaires non rémunérés dans les banques, et importance des placements réclamant de hauts rendements) et de sa demande (endettement des Etats et des collectivités, des entreprises et des ménages). En outre, désormais, ces relèvements de taux d'intérêt tendent à faire baisser les cours des obligations et notamment par contagion celui des actions. En effet si, par exemple, une obligation rapporte 5 % et que le taux d'intérêt monte à 10 % alors c'est comme si elle rapportait à 10 % sur 50 au lieu de 100 et le cours tend à être réduit de moitié dans ce cas théorique.

Cela fait encore pression en réalité sur les conditions de la collecte des ressources sur le marché financier contre l'emploi, sans pour autant, décourager les placements nouveaux. Ces placements nouveaux sont attirés par les hauts taux et les injections de crédit (soutenus par les banques centrales) au marché financier et par les placements d'obligations des Etats, sans parler de leur lancement d'actions par les privatisations.



3 Echec des concertations internationales

Au plan international, tous les efforts de concertation nouveaux, sous domination de la rentabilité financière, sont aussi tout-à-fait contrecarrés, tandis que les antagonismes extérieurs progressent également.

Ainsi, les efforts d'unicité du marché des capitaux et vers une monnaie unique, dans l'Union européenne, conduisent aux dévaluations meurtrières et aux explosions à l'intérieur du système monétaire européen de 1992 et 1993. Au plan mondial, les efforts de financement public nouveaux à l'Est ou au Sud, n'empêchent pas l'énorme aggravation de leur crise. Tandis que la progression des nouveaux pays industriels dont le Sud-Est asiatique fait partie des déchaînements de la guerre économique, même si cette guerre reste entrecoupée de négociations et de trêves précaires. Et les Etats-Unis comme le Japon ou l'Allemagne tentent de mobiliser leur zone d'influence dans ces affrontements nouveaux.

III - SUR LES PROPOSITIONS DE REFORMES TRES PROFONDES EN LIAISON AVEC LES INTERVENTIONS DES SALARIES ET DES CITOYENS

Les développements des dossiers concernant l'argent des entreprises, l'argent de l'Etat et des fonds sociaux ou encore l'argent des banques, ont déjà présenté des propositions de réformes profondes et d'interventions nouvelles. Il s'agit ici seulement de souligner quelques points en liaison avec les quatre axes concernant l'intervention et les réformes sur l'utilisation de l'argent que le PCF propose aux travailleurs et aux citoyens :

- l'argent et l'emploi ;
- l'argent et le social ;

- l'argent et la démocratie ;
- l'argent et la marche du monde.

1. Exigences et possibilité de transformations extrêmement profondes et d'interventions novatrices

Les tentatives nouvelles de réformes des milieux dirigeants, face à la gravité nouvelle des antagonismes et aux protestations nouvelles des populations, ainsi que leurs échecs, fournissent un terrain pour des rassemblements nouveaux.

Si au cœur de ces rassemblements se trouvent les salariés formant la majorité écrasante de la population en France (mais aussi désormais majoritaire à l'échelle du monde entier en y comprenant les chômeurs salariés potentiels des bidonvilles des pays en voie de développement), des coalitions très vastes peuvent être construites à partir de l'union des salariés eux-mêmes. Cette union des salariés, notamment celle des salariés de l'industrie et des salariés des services, des salariés les moins qualifiés jusqu'aux plus qualifiés, tous menacés par le chômage massif et la précarisation, peut progresser face à la croissance financière et à la domination de rentabilité financière.

Ces coalitions très vastes peuvent concerner aussi les exigences de croissance réelle à l'opposé de leur écrasement par les charges financières d'un certain nombre de capitalistes, notamment des PME. Elles peuvent aussi concerner les services publics et les Etats eux-mêmes, de plus en plus débordés comme l'apprenti-sorcier par les maux qu'ils déchaînent.

Elles peuvent enfin concerner les intérêts nationaux et zonaux bafoués. Ainsi la France peut entraîner l'Europe à jouer un rôle de rassemblement nouveau, non pour dominer, avec la marche à une monnaie unique calée sur l'Allemagne, mais pour favoriser les développements mutuels entre peuples. Cela peut concerner les

peuples d'Europe occidentale, ceux de l'Europe de l'Est, de l'Afrique, de l'Inde, de la Chine, du Sud sous-développé, jusqu'à infléchir tout le jeu mondial.

Mais si de nombreuses voix se font entendre pour des réformes profondes au niveau de la concertation des Etats, il n'est pas question de leur déléguer une transformation qui doit mettre en cause tant de dominations existantes. Ainsi, au-delà même de la progression des idées et exigences nouvelles de l'opinion publique contre les gâchis monstrueux de l'argent pour l'argent et du chômage massif, les interventions des travailleurs et des citoyens, depuis les entreprises et les services, les bassins d'emplois et les régions doivent jouer un rôle décisif.

De nouveaux pouvoirs d'intervention et d'information peuvent être conquis d'abord dans les luttes, en attendant d'être sanctionnés par la loi.

2. Faire avancer de nouveaux critères d'efficacité sociale des fonds

L'intervention nouvelle des travailleurs et des citoyens suppose, à travers des objectifs d'emplois et de progrès social, d'aller au-delà de la simple non-rentabilité des fonds publics, en promouvant des critères d'efficacité sociale des fonds décentralisés.

Il s'agit, dans le cadre d'une mixité radicalement nouvelle à prédominance publique et sociale, de faire reculer l'influence des critères de rentabilité, par d'autres critères reliant les économies de coûts aux développements des êtres humains. Cela ne concerne pas seulement l'utilisation de l'argent mais aussi les conditions de sa création, avec une sélectivité nouvelle du crédit.

Ces critères d'efficacité sociale peuvent viser l'économie des coûts matériels et financiers, relativement à la valeur ajoutée produite, ou l'élévation du rapport VA/Capitaux matériels et financiers. Mais ils concernent aussi l'élévation de la VA disponible pour les travailleurs et la population grâce à la croissance de la production, dans ces conditions d'efficacité nouvelle, que ce développement des travailleurs et des populations renforce à son tour. Il s'agit surtout de viser l'élévation de *valeur ajoutée disponible par tête de population*, pour favoriser la coopération dans ce but, entre entreprises d'un même bassin d'emploi, d'une région, d'une même nation, d'une zone internationale, de relations entre zones du monde entier.

Ces critères nouveaux d'efficacité sociale ne concerneraient pas seulement les en-

treprises publiques, mais la fiscalité, la sélectivité des crédits (pénalisant la croissance financière et incitant à l'emploi), et, à travers tout cela et les interventions des travailleurs, les entreprises privées elles-mêmes.

3. Transformations institutionnelles, faisant avancer des pouvoirs nouveaux d'intervention et des mutualisations de partages de ressources pour développer l'emploi et toutes les populations.

• En liaison avec l'avancée de nouveaux critères d'efficacité sociale des fonds, l'action la plus décisive concerne sans doute des transformations institutionnelles instaurant de nouveaux pouvoirs, de nouveaux objectifs, de nouvelles règles de partage et de mutualisation. Il s'agit d'aller bien plus loin que la simple correction étatique des excès privés. Il convient d'instaurer aussi une nouvelle mixité institutionnelle, combinant délégation étatique et interventions concertées des travailleurs.

C'est dans ce sens qu'au-delà des détournements actuels de la décentralisation en France ou de la coopération en Europe, nous proposons dès aujourd'hui :

— des commissions départementales de contrôle des fonds publics ;

— des cellules ou structure de crise devant lesquelles sont portées les questions d'emplois et de financement pour l'emploi, comprenant les représentants des travailleurs, des chefs d'entreprises, des élus locaux, des institutions financières, de l'Etat (du préfet) ;

— d'une façon générale, l'intervention des travailleurs sur l'utilisation des fonds dans les entreprises, en coopération avec les travailleurs des autres entreprises y compris ceux des banques et institutions financières.

• Au cœur des transformations institutionnelles, se trouvent sans doute les questions de financement de la création de l'emploi et de son efficacité, en liaison avec la formation-insertion de tous les demandeurs d'emploi. Ces dépenses pour la formation et pour l'emploi peuvent être dans une certaine mesure mutualisées entre les entreprises d'un même bassin d'emploi où la population active est commune. Elles peuvent être socialisées par de nouvelles créations monétaires à très faibles charges financières, sinon à charges financières nulles, concernant le crédit pour l'emploi, avec des critères d'efficacité sociale.

Ces dépenses peuvent concernées non

seulement le financement direct de la création d'emploi, mais encore le soutien de la demande publique et sociale, la réduction du temps de travail sans réduction des salaires et avec contrôle de sa traduction en emplois, et.

• Tout cela se relie à des transformations des institutions monétaires et financières au niveau national, européen, mondial. Cela concerne :

— de nouvelles coopérations entre les institutions monétaires et financières nationales pour mieux partager les risques, et une nouvelle base dans la croissance des emplois salariés efficaces pour le crédit à bon marché, en liaison avec de nouvelles règles de la fiscalité, et de la sélectivité du crédit ;

— de nouvelles coopérations monétaires et financières européennes, avec à l'opposé des déflations salariales et de l'inflation financière liées à la domination du mark et de la marche vers une monnaie unique ; il s'agit d'organiser la coopération entre les monnaies nationales pour le développement de tous les peuples de l'union européenne, à partir de la monnaie commune d'un écu profondément transformé, et des politiques monétaires et financières nationales concertées.

Une refonte du FMI, de la Banque mondiale, des banques de développement zonal, de la BRI, favorisant une création monétaire et une allocation de ressources nouvelles pour développer l'emploi, l'efficacité des moyens matériels, les capacités et les conditions de vie. Cette création monétaire internationale viserait à la fois, la valeur ajoutée disponible par tête de population sur la base de l'efficacité, et les coopérations de partage de coûts et de ressources, en s'opposant aux contrôles de domination.

Bien sûr tout cela ne peut pas se faire d'un coup. Mais la vision d'ensemble, qu'il convient d'élaborer de façon encore plus concrète, doit pouvoir conforter les luttes partielles audacieuses qui ont déjà commencé. Certes, il ne s'agit pas d'une simple construction *a priori*, mais d'une élaboration évolutive, à travers les exigences et expériences des luttes, les tâtonnements et les erreurs inévitables, les débats et concertations de constructions politiques nouvelles en France, en Europe et dans le monde. ■

Paul Boccard

1. Voir dans la rubrique « Comprendre » la série d'articles en cours de publication sur « L'argent pour ou contre les hommes ».